



**CONVENTION PONCTUELLE RELATIVE À LA PRESTATION D'INGÉNIERIE
POUR L'AMÉNAGEMENT DE XXX
ENTRE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU GRAND DAX
ET LA COMMUNE DE XXX**

Vu la délibération du conseil communautaire en date du 27 avril 2026 relative aux prestations d'ingénierie pouvant être conclues entre le Grand Dax et ses communes membres,

Vu la convention cadre conclue en la matière entre la commune de XXXX et le Grand Dax en date du XX XX 2026,

1. Objet de la prestation

1.1. Description et étendue de la prestation

Par la présente convention, constituant un marché public en quasi-régie au sens de l'article L2511-1 du code de la commande publique, et en application de la convention cadre XXX, la Commune confie à la Communauté, en prestation intégrée de services, la prestation de services suivante :

Etude d'ingénierie pour l'aménagement de XX :

- *(énumération des missions confiées au Grand Dax)*

La présente convention étant établie dans le cadre d'une prestation de services intégrée, la Commune dispose au fil de l'exécution de cette convention d'un droit de formuler des instructions et des recommandations à la Communauté sous réserve :

- de ne pas dépasser le cadre de la mission susmentionnée (sauf signature d'un avenant aux présentes qui serait accepté par les deux parties) ;
- de ne pas conduire la Communauté à une situation de conflit d'intérêts de toute nature et notamment de conflit entre les intérêts des divers membres de la Communauté ;
- de ne pas demander la réalisation d'un acte contraire aux règles déontologiques des agents de la fonction publique.

1.2. Lieu d'exécution du marché

La mission est effectuée au centre technique communautaire, 862 rue Bernard Palissy à Saint-Paul-lès-Dax mais aussi en tout point du territoire communautaire.

La Communauté est libre de désigner ceux de ses agents qui travailleront sur ce dossier.

2. Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-PI, les documents contractuels constituant le présent marché sont, par ordre de priorité décroissant :



- ✓ La présente convention valant acte d'engagement et cahier des clauses particulières (CCP)
- ✓ Le cas échéant, d'autres échanges écrits relatifs à cette prestation.
- ✓ Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG-PI).

Les documents, normes et règles applicables sont ceux en vigueur au jour de signature des présentes.

Aucune partie à la présente convention ne peut se prévaloir d'une quelconque ignorance des textes énumérés ci-dessus, des lois, décrets, arrêtés, règlements, circulaires, normes, de tous les textes administratifs communautaires, nationaux ou locaux et, d'une manière générale, de tout texte et de toute la réglementation intéressant son activité pour l'exécution du présent marché.

3. Durée d'exécution du marché

La convention est conclue pour une durée de XXX à compter de sa signature.

4. Prix du marché et rémunération

La convention est conclue pour la somme suivante, forfaitaire et payable en une seule fois après service fait :

(Détail de la rémunération due au Grand Dax)

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales, ou autres frappant obligatoirement la prestation, ainsi que le cas échéant, tous les frais afférents notamment aux déplacements.

Aucun frais de séjour ou de déplacement n'est prévu en sus. Aucun autre frais ne sera facturé.

Les prix du présent contrat sont fermes et non actualisables.

Les sommes dues dans le cadre du présent contrat seront libérées par la commune après émission par le Grand Dax d'un titre de recette correspondant à la prestation forfaitaire.

La monnaie de comptes du marché est l'euro.

Tous documents, factures, modes d'emploi doivent être rédigés en français.

Aucune avance ne sera demandée

5. Confidentialité

Tous les documents et informations qui sont confiés ou diffusés à la Communauté ou qui sont produits dans le cadre de l'exécution de la consultation sont confidentiels. Ils ne peuvent être communiqués à d'autres personnes sans l'autorisation préalable de la commune.

Par ailleurs, la Communauté se reconnaît tenue au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits et informations dont elle pourra avoir connaissance au cours de l'exécution du présent contrat. Elle s'interdit notamment toute communication écrite ou verbale sur ces sujets et toute remise de documents à des tiers sans l'accord préalable du membre de la Commune.

La Communauté garantit par ailleurs qu'elle tiendra ses agents informés des termes du présent contrat et se porte forte du respect par ceux-ci des obligations en résultant.



6. Assurances

Par dérogation à l'article 9 du CCAG-PI, avant tout commencement d'exécution, la Communauté devra justifier qu'elle est couverte par un contrat d'assurance au titre de sa responsabilité professionnelle si une demande lui est formulée à cet effet.

Cette justification sera faite au moyen d'une attestation portant mention de l'étendue de la garantie donnée par l'assureur.

Le défaut d'assurance entraîne la résiliation de la présente convention aux frais et risques de la Communauté.

7. Résiliation du marché et autres litiges

La résiliation aux torts d'une partie peut être à tout moment demandée par l'autre partie, conformément aux stipulations du CCAG-PI.

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Les tribunaux français sont les seuls compétents.

Sous réserve des présentes, les différends et litiges se règlent selon les dispositions de l'article 37 du CCAG-PI.

8. Ordre de service / Modifications / Avenant

Toute modification de la prestation fera l'objet d'un ordre de service écrit ou d'un avenant selon les dispositions du CCAG-PI.

9. Contrôle analogue

Pour la conduite des opérations prévues au présent contrat, la Commune peut adresser toute instruction aux agents de la Communauté en passant par le DGS de celle-ci ou par le DGA, dans les limites prévues à la présente convention.

10. Dérogations aux documents généraux

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCP sont les suivantes :

- dérogation à l'article 4.1 du CCAG-PI par l'article 2.

Toutes les dispositions du CCAG-PI non contredites par les dispositions de la présente convention sont applicables au présent marché.

Fait en deux exemplaires originaux à :

Le :

Pour la Communauté d'Agglomération
du Grand Dax

Le Président,

Julien DUBOIS

Pour la commune de XX

Le Maire,

xxxx